

## **Demande de** ☒ **Permis d'aménager comprenant ou non des constructions et/ou des démolitions** ☐ **Permis de construire comprenant ou non des démolitions**

Ce document est émis par le ministère en charge de l'urbanisme.

Pour les demandes de permis de construire de maisons individuelles et de leurs annexes, vous pouvez utiliser le formulaire spécifique cerfa n° 13406

- ① Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022, vous pouvez déposer votre demande par voie dématérialisée selon les modalités définies par la commune compétente pour la recevoir.
- ① Depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2022, de nouvelles modalités de gestion des taxes d'urbanisme sont applicables. Sauf cas particuliers, pour toute demande d'autorisation d'urbanisme déposée à compter de cette date, une déclaration devra être effectuée auprès des services fiscaux, dans les 90 jours suivant l'achèvement de la construction (au sens de l'article 1406 du CGI), sur l'espace sécurisé du site [www.impots.gouv.fr](http://www.impots.gouv.fr) via le service « Gérer mes biens immobiliers ».
- Ce formulaire peut se remplir facilement sur ordinateur avec un lecteur pdf.

**Vous devez utiliser ce formulaire si :**

- vous réalisez un aménagement (lotissement, camping, aire de stationnement, parc d'attraction, terrain de sports ou loisirs...).
- vous réalisez une nouvelle construction.
- vous effectuez des travaux sur une construction existante.
- votre projet comprend des démolitions.
- votre projet nécessite une autorisation d'exploitation commerciale.

Pour savoir précisément à quelle(s) formalité(s) est soumis votre projet, vous pouvez vous reporter à la notice explicative ou vous renseigner auprès de la mairie du lieu de votre projet ou vous rendre sur le service en ligne Assistance aux demandes d'autorisations d'urbanisme (AD'AU) disponible sur [www.service-public.fr](http://www.service-public.fr)

Cadre réservé à la mairie du lieu du projet

PA 045050 24 N0001

PC ou PA Dpt Commune Année N° de dossier

La présente déclaration a été reçue à la mairie

le 15/01/2024

 **Le Maire,**  
**Thierry BARJONET**

Cachet de la mairie et signature du receveur

**Dossier transmis :**

- ☒ à l'Architecte des Bâtiments de France  
☐ au Directeur du Parc National  
☐ au Secrétariat de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial  
☐ au Secrétariat de la Commission Nationale d'Aménagement Commercial

### **1 Identité du demandeur <sup>[1]</sup>**

① Le demandeur indiqué dans le cadre ci-dessous sera le titulaire de la future autorisation et le redevable des taxes d'urbanisme. Dans le cas de demandeurs multiples, chacun des demandeurs, à partir deuxième, doit remplir la fiche complémentaire « Autres demandeurs ». Les décisions prises par l'administration seront notifiées au demandeur indiqué ci-dessous. Une copie sera adressée aux autres demandeurs, qui seront co-titulaires de l'autorisation et solidairement responsables du paiement des taxes.

[1] Vous pouvez déposer une demande si vous êtes dans un des quatre cas suivants : vous êtes propriétaire du terrain ou mandataire du ou des propriétaires ; vous avez l'autorisation du ou des propriétaires ; vous êtes co-indivisaire du terrain en indivision ou son mandataire ; vous avez qualité pour bénéficier de l'expropriation du terrain pour cause d'utilité publique.



Adresse : Numéro : \_\_\_\_\_ Voie : \_\_\_\_\_  
 Lieu-dit : \_\_\_\_\_  
 Localité : \_\_\_\_\_  
 Code postal : \_\_\_\_\_ BP : \_\_\_\_\_ Cedex : \_\_\_\_\_  
 Si cette personne habite à l'étranger :  
 Pays : \_\_\_\_\_ Division territoriale : \_\_\_\_\_  
 Téléphone : \_\_\_\_\_ Indicateur pour le pays étranger : \_\_\_\_\_  
 Adresse électronique : \_\_\_\_\_@\_\_\_\_\_

### 3 Le terrain

#### 3.1 Localisation du (ou des) terrain(s)

① Les informations et plans (voir liste des pièces à joindre) que vous fournissez doivent permettre à l'administration de localiser précisément le (ou les) terrain(s) concerné(s) par votre projet. Le terrain est constitué de l'ensemble des parcelles cadastrales d'un seul tenant appartenant à un même propriétaire<sup>[3]</sup>. Adresse du (ou des) terrain(s)

Numéro : \_\_\_\_\_ Voie : rue du Safran  
 Lieu-dit : \_\_\_\_\_  
 Localité : BOYNES  
 Code postal : 4 5 3 0 0

Références cadastrales<sup>[4]</sup> :

① Si votre projet porte sur plusieurs parcelles cadastrales, veuillez renseigner la fiche complémentaire page 14.

Préfixe : \_\_\_\_\_ Section : Y A Numéro : 0 0 8 0 Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) : 1847

#### 3.2 Situation juridique du terrain

① Ces données, qui sont facultatives, peuvent toutefois vous permettre de faire valoir des droits à construire ou de bénéficier d'impositions plus favorables.

Êtes-vous titulaire d'un certificat d'urbanisme pour ce terrain ? ☐ Oui ☒ Non ☐ Je ne sais pas  
 Le terrain est-il situé dans un lotissement ? ☐ Oui ☒ Non ☐ Je ne sais pas  
 Le terrain est-il situé dans une Zone d'Aménagement Concertée (Z.A.C.) ? ☐ Oui ☒ Non ☐ Je ne sais pas  
 Le terrain fait-il partie d'un remembrement urbain (Association Foncière Urbain) ? ☐ Oui ☒ Non ☐ Je ne sais pas  
 Le terrain est-il situé dans un périmètre ayant fait l'objet d'une convention de Projet Urbain Partenarial (P.U.P) ? ☐ Oui ☒ Non ☐ Je ne sais pas  
 Le projet est-il situé dans le périmètre d'une Opération d'Intérêt National (O.I.N) ? ☐ Oui ☒ Non ☐ Je ne sais pas

Si votre terrain est concerné par l'un des cas ci-dessus, veuillez préciser, si vous les connaissez, les dates de décision ou d'autorisation, les numéros et les dénominations :

[3] Si votre projet d'aménagement est situé dans le périmètre d'une opération de revitalisation du territoire et prévu par un contrat de projet partenarial d'aménagement (PPA), la contiguïté des parcelles n'est pas requise dans le cadre d'une demande de permis d'aménager.

[4] En cas de besoin, vous pouvez vous renseigner auprès de la mairie.

Si les travaux sont réalisés par tranches, veuillez en préciser le nombre et leur contenu :

#### 4.2 À remplir pour une demande concernant un lotissement

Nombre maximum de lots projetés : \_\_\_\_\_ Surface de plancher maximale envisagée (en m<sup>2</sup>) : \_\_\_\_\_

Comment la constructibilité globale sera-t-elle répartie ?

- ☐ Par application du coefficient d'occupation du sol (COS) à chaque lot
- ☐ Conformément aux plans ou tableaux joints à la présente demande
- ☐ La constructibilité sera déterminée à la vente (ou à la location) de chaque lot. Dans ce cas, le lotisseur devra fournir un certificat aux constructeurs.

Le projet fait-il l'objet d'une demande de travaux de finition différés ? ☐ Oui ☐ Non

Si oui, quelle garantie sera utilisée ?

- ☐ Consignation en compte bloqué ou ☐ Garantie financière d'achèvement des travaux

Le projet fait-il l'objet d'une demande de vente ou location de lots par anticipation ? ☐ Oui ☐ Non

#### 4.3 À remplir pour l'aménagement d'un camping ou d'un autre terrain aménagé en vue de l'hébergement touristique

Nombre maximum d'emplacements réservés aux tentes, caravanes ou résidences mobiles

de loisirs : \_\_\_\_\_

Implantation d'habitations légères de loisirs (HLL)

Nombre d'emplacements réservés aux HLL : \_\_\_\_\_

Nombre maximal de personnes accueillies : \_\_\_\_\_

Surface de plancher prévue, réservée aux HLL (m<sup>2</sup>) : \_\_\_\_\_

Lorsque le terrain est destiné à une exploitation saisonnière, veuillez préciser la (ou les) période(s) d'exploitation :

Agrandissement ou réaménagement d'une structure existante ? ☐ Oui ☐ Non

Si oui, joindre un plan indiquant l'état actuel et les aménagements



## 5.2 Nature du projet envisagé

☐ Nouvelle construction

☐ Travaux sur construction existante

☐ Le terrain doit être divisé en propriété ou en jouissance avant l'achèvement de la (ou des) construction(s)

Courte description de votre projet ou de vos travaux :

Si votre projet nécessite une puissance électrique supérieure à 12 kVA monophasé (ou 36 kVA triphasé),

indiquez la puissance électrique nécessaire à votre projet : \_\_\_\_\_

Si votre projet est un ouvrage de production d'électricité à partir de l'énergie solaire installé sur le sol, indiquez sa puissance crête kW : \_\_\_\_\_ et la destination principale de l'énergie produite : \_\_\_\_\_

## 5.3 Informations complémentaires

• Nombre total de logements créés : \_\_\_\_\_ dont individuels : \_\_\_\_\_ dont collectifs : \_\_\_\_\_

• Répartition du nombre total de logements créés par type de financement :

Logement Locatif Social \_\_\_\_\_ Accession Sociale (hors prêt à taux zéro) \_\_\_\_\_ Prêt à taux zéro \_\_\_\_\_

Autres financements \_\_\_\_\_

• Mode d'utilisation principale des logements :

☐ Occupation personnelle (particulier) ou en compte propre (personne morale) ☐ Vente ☐ Location

S'il s'agit d'une occupation personnelle, veuillez préciser :

☐ Résidence principale ☐ Résidence secondaire

Si le projet porte sur une annexe à l'habitation, veuillez préciser :

☐ Piscine ☐ Garage ☐ Véranda ☐ Abri de jardin

☐ Autres annexes à l'habitation : \_\_\_\_\_

Si le projet est un foyer ou une résidence, à quel titre :

☐ Résidence pour personnes âgées ☐ Résidence pour étudiants ☐ Résidence de tourisme

☐ Résidence hôtelière à vocation sociale ☐ Résidence sociale ☐ Résidence pour personnes handicapées

☐ Autres, précisez : \_\_\_\_\_

• Nombre de chambres créées en foyer ou dans un hébergement d'un autre type : \_\_\_\_\_

• Répartition du nombre de logements créés selon le nombre de pièces : 1 pièce \_\_\_\_\_ 2 pièces \_\_\_\_\_

3 pièces \_\_\_\_\_ 4 pièces \_\_\_\_\_ 5 pièces \_\_\_\_\_ 6 pièces et plus \_\_\_\_\_

• Le nombre de niveaux du bâtiment le plus élevé : au-dessus du sol \_\_\_\_\_ et au-dessous du sol \_\_\_\_\_

• Indiquez si vos travaux comprennent notamment :

☐ Extension ☐ Surélévation ☐ Création de niveaux supplémentaires



## 5.6 Destination, sous-destination des constructions et tableau des surfaces

① Uniquement à remplir si votre projet de construction est situé dans une commune couverte par le règlement national d'urbanisme, une carte communale ou dans une commune non visée à la rubrique 5.5.

Surface de plancher<sup>[14]</sup> en m<sup>2</sup>

Destinations <sup>[15]</sup>	Sous-destinations <sup>[16]</sup>	Surface existante avant travaux (A)	Surface créée <sup>[17]</sup> (B)	Surface créée par changement de destination <sup>[18]</sup> ou de sous-destination <sup>[19]</sup> (C)	Surface supprimée <sup>[20]</sup> (D)	Surface supprimée par changement de destination <sup>[18]</sup> ou de sous-destination <sup>[19]</sup> (E)	Surface totale = (A) + (B) + (C) – (D) – (E)
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole						
	Exploitation forestière						
Habitation	Logement						
	Hébergement						
Commerce et activités de service	Artisanat et commerce de détail						
	Restauration						
	Commerce de gros						
	Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle						
	Cinéma						
	Hôtels						
	Autres hébergements touristiques						
Équipement d'intérêt collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés						
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés						
	Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale						
	Salles d'art et de spectacles						
	Équipements sportifs						
	Autres équipements recevant du public						
Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	Industrie						
	Entrepôt						
	Bureau						
	Centre de congrès et d'exposition						
Surfaces totales (en m <sup>2</sup> )							

[14] Vous pouvez vous aider de la fiche d'aide pour le calcul des surfaces. La surface de plancher d'une construction est égale à la somme des surfaces de plancher closes et couvertes, sous une hauteur de plafond supérieure à 1,80 m, calculée à partir du nu intérieur des façades, après déduction, sous certaines conditions, des vides et des trémies, des aires de stationnement, des caves ou celliers, des combles et des locaux techniques ainsi que, dans les immeubles collectifs, une part forfaitaire des surfaces de plancher affectées à l'habitation (voir article R.111-22 du Code de l'urbanisme).

[15] Les destinations sont réglementées en application de l'article R. 151-27 du code de l'urbanisme.

[16] Les sous-destinations sont réglementées en application de l'article R. 151-28 du code de l'urbanisme.

[17] Il peut s'agir soit d'une surface nouvelle construite à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local non constitutif de surface de plancher (ex : transformation du garage d'une habitation en chambre).

[18] Le changement de destination consiste à transformer une surface existante de l'une des cinq destinations mentionnées dans le tableau vers une autre de ces destinations. Par exemple : la transformation de surfaces de commerces et activités de service en habitation.

[19] Le changement de sous-destination consiste à transformer une surface existante de l'une des vingt sous-destinations mentionnées dans le tableau vers une autre de ces sous-destinations. Par exemple : la transformation de surfaces d'entrepôt en bureau ou en salle d'art et de spectacles.

[20] Il peut s'agir soit d'une surface démolie à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local constitutif de surface de plancher (ex : transformation d'un commerce en local technique dans un immeuble commercial).



## 7 Participation pour voirie et réseaux

① Si votre projet se situe sur un terrain soumis à la participation pour voirie et réseaux (PVR), indiquez les coordonnées du propriétaire ou celles du bénéficiaire de la promesse de vente, s'il est différent du demandeur.

### 7.1 Pour un particulier

☐ Madame ☐ Monsieur

Nom

Prénom

### 7.2 Pour une personne morale

Dénomination

Raison sociale

N° SIRET

Type de société (SA, SCI...)

Représentant de la personne morale : ☐ Madame ☐ Monsieur

Nom

Prénom

Adresse : Numéro :

Voie :

Lieu-dit :

Localité :

Code postal :

BP :

Cedex :

Adresse électronique :

@

Si le demandeur habite à l'étranger :

Pays :

Division territoriale :

## 8 Informations pour l'application d'une législation connexe

Indiquez si votre projet :

☐ porte sur une installation, un ouvrage, des travaux ou une activité soumis à déclaration en application du code de l'environnement (IOTA)

☐ porte sur des travaux soumis à autorisation environnementale en application du L. 181-1 du code de l'environnement

☐ fait l'objet d'une dérogation au titre du L. 411-2 4° du code de l'environnement (dérogation espèces protégées)

☐ porte sur une installation classée soumise à enregistrement en application de l'article L. 512-7 du code de l'environnement

☐ déroge à certaines règles de construction et met en œuvre une solution d'effet équivalent au titre de l'ordonnance n° 2018-937 du 30 octobre

Indiquez également si votre projet :

① Informations complémentaires

☐ se situe dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable

☐ se situe dans les abords d'un monument historique

2018 visant à faciliter la réalisation de projets de construction et à favoriser l'innovation

☐ relève de l'article L. 632-2-1 du code du patrimoine (avis simple de l'architecte des Bâtiments de France pour les antennes-relais et les opérations liées au traitement de l'habitat indigne)

☐ a déjà fait l'objet d'une demande d'autorisation ou d'une déclaration au titre d'une autre législation que celle du code de l'urbanisme.

Précisez laquelle :

☐ est soumis à une obligation de raccordement à un réseau de chaleur et de froid prévue à l'article L. 712-3 du code de l'énergie

☐ porte sur un immeuble inscrit au titre des monuments historiques

Numéro : \_\_\_\_\_ Voie : \_\_\_\_\_

Lieu-dit : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ BP : \_\_\_\_\_ Cedex : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_\_

Adresse électronique : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_ @ \_\_\_\_\_

**Pour les architectes uniquement :**

N° de récépissé de déclaration à l'ordre des architectes<sup>[21]</sup> : \_\_\_\_\_

Conseil régional de l'ordre de : \_\_\_\_\_

---

[21] Le numéro de récépissé est transmis par l'architecte auteur du projet architectural lorsque celui-ci est soumis à la formalité de déclaration à l'ordre des architectes. Les six premiers caractères correspondent au numéro d'inscription à l'ordre des architectes.



## Traitements des données à caractère personnel

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation des données et de la loi

n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification.


### 1 Traitement des données à des fins d'instruction de la demande d'autorisation

Le responsable de traitement est la commune de dépôt de votre dossier. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande. Pour toute information, question ou exercice de vos droits portant sur la collecte et le traitement de vos données à des fins d'instruction,

veuillez prendre contact avec la mairie du lieu de dépôt de votre dossier.  
Dans le cas où votre demande relèverait de la compétence de l'État, vous pouvez exercer vos droits auprès du délégué à la protection des données (DPD) du ministère en charge de l'urbanisme.

### 2 Traitements à des fins de mise en œuvre et de suivi des politiques publiques basées sur la construction neuve et de statistiques

Vos données à caractère personnel sont traitées automatiquement par le Service des données et études statistiques (SDES), service statistique ministériel de l'énergie, du logement, du transport et de l'environnement rattaché au Ministère en charge de l'urbanisme, à des fins de mise en œuvre et de suivi des politiques publiques basées sur la construction neuve et de statistiques sur le fondement des articles R. 423-75 à R. 423-79 du code de l'urbanisme.

Pour toute information complémentaire, vous devez vous reporter à l'arrêté du 16 mars 2021 relatif au traitement automatisé des données d'urbanisme énumérées à l'article R. 423-76 du code de l'urbanisme dénommé « SITADEL » au ministère en charge de l'urbanisme, présent sur le site Légifrance à l'adresse suivante\* .

Vous pouvez exercer vos droits auprès du délégué à la protection des données (DPD) du MTE et du MCTRCT :

• à l'adresse suivante :

[rgpd.bacs.sdes.cgdd@developpement-durable.gouv.fr](mailto:rgpd.bacs.sdes.cgdd@developpement-durable.gouv.fr) ou [dpd.daj.sg@developpement-durable.gouv.fr](mailto:dpd.daj.sg@developpement-durable.gouv.fr)

• ou par courrier (avec copie de votre pièce d'identité en cas d'exercice de vos droits) à l'adresse suivante :

**Ministère en charge de l'urbanisme**

À l'attention du Délégué à la protection des données

SG/DAJ/AJAG1-2

La Grande Arche paroi sud

92055 La Défense cedex

Si vous estimez que vos droits ne sont pas respectés, vous pouvez faire une réclamation auprès de la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL), par courrier :

À l'attention du délégué à la protection des données

3 Place de Fontenoy

TSA 80715

75334 Paris Cedex 07

\* <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043279929>



<input type="checkbox"/> PA8. Le programme et les plans des travaux d'aménagement [Art. R. 442-5 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PA9. Un document graphique faisant apparaître une ou plusieurs hypothèses d'implantation des bâtiments [Art. R. 442-5 d) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PA10. Un projet de règlement s'il est envisagé d'apporter des compléments aux règles d'urbanisme en vigueur [Art. R. 442-6 a) du code de l'urbanisme] Le pourcentage consacré aux logements sociaux en cas de réalisation d'un programme de logement, si vous êtes dans un secteur délimité par un plan local d'urbanisme ou un document d'urbanisme en tenant lieu dans lesquels une partie doit être affectée à des logements sociaux [Art. L. 151-15 du code de l'urbanisme].	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PA11. Si nécessaire, l'attestation de la garantie d'achèvement des travaux exigée par l'article R. 442-14 du code de l'urbanisme [Art. R. 442-6 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PA12. L'engagement du lotisseur de constituer une association syndicale des acquéreurs de lots [Art. R. 442-7 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<b>Si votre projet se situe dans un secteur d'information sur les sols:</b>	
<input type="checkbox"/> PA12-1. Une attestation établie par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués, ou équivalent, garantissant la réalisation d'une étude de sols et sa prise en compte dans la conception du projet de lotissement. [Art. R. 442-8-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<b>Si votre projet porte sur la subdivision d'un lot provenant d'un lotissement soumis à permis d'aménager, dans la limite du nombre maximum de lots autorisés :</b>	
<input type="checkbox"/> PA12-2. L'attestation de l'accord du lotisseur [Art. R. 442-21 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<b>Si votre projet porte sur l'aménagement d'un terrain de camping ou d'un terrain aménagé pour l'hébergement touristique :</b>	
<input type="checkbox"/> PA13. Un engagement d'exploiter le terrain selon le mode de gestion que vous avez indiqué dans votre demande [Art. R. 443-4 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<b>Si votre projet est soumis à l'obligation de réaliser une étude d'impact :</b>	
<input type="checkbox"/> PA14. L'étude d'impact ou la décision de dispense d'une telle étude [Art. R. 441-5 1° du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PA14-1. L'étude d'impact actualisée ainsi que les avis de l'autorité environnementale, des collectivités territoriales et leurs groupements intéressés par le projet [Art. R. 441-5 2° du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<b>Si votre projet doit faire l'objet d'une évaluation de ses incidences sur un site Natura 2000 (Article L. 414-4 du code de l'environnement) :</b>	
<input type="checkbox"/> PA15-1. Le dossier d'évaluation des incidences prévu à l'Art. R. 414-23 du code de l'environnement ou l'étude d'impact en tenant lieu [Art. R. 441-6 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<b>Si votre projet est accompagné de la réalisation ou de la réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif :</b>	
<input type="checkbox"/> PA15-2. L'attestation de conformité du projet d'installation [Art. R. 441-6 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<b>Si votre projet porte sur l'aménagement d'un terrain en vue de l'installation de résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs :</b>	
<input type="checkbox"/> PA 15-3. L'attestation assurant le respect des règles d'hygiène, de sécurité, de satisfaction des besoins en eau, assainissement et électricité [Art. R. 441-6-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<b>Si votre projet nécessite une autorisation de défrichement :</b>	
<input type="checkbox"/> PA16. La copie de la lettre du préfet qui vous fait savoir que votre demande d'autorisation de défrichement est complète, si le défrichement est ou non soumis à reconnaissance de la situation et de l'état des terrains et si la demande doit ou non faire l'objet d'une enquête publique [Art. R. 441-7 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier



<b>Si votre projet est tenu de respecter les règles parasismiques et paracycloniques :</b>	
<input type="checkbox"/> PA24. L'attestation d'un contrôleur technique [Art. R. 431-16 e) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<b>Si votre projet se situe dans une zone où un plan de prévention des risques impose la réalisation d'une étude :</b>	
<input type="checkbox"/> PA25. L'attestation de l'architecte ou de l'expert certifiant que l'étude a été réalisée et que le projet la prend en compte [Art. R. 431-16 f) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<b>Si votre projet nécessite un agrément :</b>	
<input type="checkbox"/> PA26. La copie de l'agrément [Art. R. 431-16 g) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<b>Si votre projet se situe en commune littorale dans un espace remarquable ou dans un milieu à préserver :</b>	
<input type="checkbox"/> PA27. Une notice précisant l'activité économique qui doit être exercée dans le bâtiment [Art. R. 431-16 h) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<b>Si votre projet nécessite une étude de sécurité publique</b>	
<input type="checkbox"/> PA28. L'étude de sécurité [Art. R. 431-16 i) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<b>Si votre projet est tenu de respecter la réglementation thermique ou la réglementation environnementale :</b>	
<input type="checkbox"/> PA28-1. Le formulaire attestant la prise en compte de la réglementation thermique prévu par l'Art. R. 122-22 du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-16 j) du code de l'urbanisme] <b>OU</b> <input type="checkbox"/> PA28-1-1 Le formulaire attestant la prise en compte des exigences performance énergétique et environnementale et, le cas échéant, la réalisation de l'étude de faisabilité relative aux approvisionnements en énergie en application de l'article R.122-24-1 et R.122-24-2 du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-16 j) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<b>Si votre projet fait l'objet d'une concertation :</b>	
<input type="checkbox"/> PA28-2. Le bilan de la concertation et le document conclusif [Art. R. 431-16 m) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<b>Si votre projet se situe sur un terrain ayant accueilli une installation classée mise à l'arrêt définitif et régulièrement réhabilitée pour permettre l'usage défini dans les conditions prévues aux articles L. 512-6-1, L. 512-7-6 et L. 512-12-1 du code de l'environnement, et lorsqu'un usage différent est envisagé :</b>	
<input type="checkbox"/> PA28-3. Une attestation établie par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués, ou équivalent, garantissant que les mesures de gestion de la pollution au regard du nouvel usage du terrain projeté ont été prises en compte dans la conception du projet. [Art. R. 431-16 n) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<b>Si votre projet se situe dans un secteur d'information sur les sols, et si la construction projetée n'est pas dans le périmètre d'un lotissement autorisé ayant déjà fait l'objet d'une demande comportant une attestation garantissant la réalisation d'une étude des sols :</b>	
<input type="checkbox"/> PA28-4. Une attestation établie par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués, ou équivalent, garantissant que les mesures de gestion de la pollution au regard du nouvel usage du terrain projeté ont été prises en compte dans la conception du projet. [Art. R. 431-1-o) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<b>Si votre projet porte sur des constructions situées dans un emplacement réservé à la réalisation d'un programme de logements par le plan local d'urbanisme ou le document en tenant lieu [Art. L. 151.41 4°) du code de l'urbanisme] ou dans un secteur délimité par le plan local d'urbanisme ou le document d'urbanisme en tenant lieu dans lesquels, en cas de réalisation d'un programme de logement, une partie de ce programme doit être affectée à des catégories de logements locatifs sociaux [Art. L. 151-15 du code de l'urbanisme] :</b>	
<input type="checkbox"/> PA29. Un tableau indiquant la surface de plancher des logements créés correspondant aux catégories de logements dont la construction sur le terrain est imposée par le plan local d'urbanisme ou le document d'urbanisme en tenant lieu [Art. R. 431-16-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<b>Si votre projet porte sur des constructions situées dans un secteur délimité par le plan local d'urbanisme ou le document en tenant lieu dans lequel les programmes de logements doivent comporter une proportion de logements d'une taille minimale [Art. L. 151-14 du code de l'urbanisme]</b>	
<input type="checkbox"/> PA29-1. Un tableau indiquant la proportion de logements de la taille minimale imposée par le plan local d'urbanisme ou par le document en tenant lieu [Art. R. 431-16-2 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier



<input type="checkbox"/> PA43. La convention entre la commune ou l'établissement public et vous qui fixe votre participation au coût des équipements de la zone [Art. R. 431-23 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<b>Si le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division avant l'achèvement de l'ensemble du projet :</b>	
<input type="checkbox"/> PA44. Le plan de division du terrain [Art. R. 431-24 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PA45. Le projet de constitution d'une association syndicale des futurs propriétaires [Art. R. 431-24 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<b>Si le terrain ne peut comporter les emplacements de stationnement imposés par le document d'urbanisme :</b>	
<input type="checkbox"/> PA46. Le plan de situation du terrain sur lequel seront réalisées les aires de stationnement et le plan des constructions et aménagements correspondants [Art. R. 431-26 a) du code de l'urbanisme] <b>OU</b> <input type="checkbox"/> PA47. La promesse synallagmatique de concession ou acquisition [Art. R. 431-26 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<b>Si votre projet porte sur un équipement commercial dont la surface de vente est comprise entre 300 et 1 000 m<sup>2</sup> dans une commune de moins de 20 000 habitants :</b>	
<input type="checkbox"/> PA48. Une notice précisant la nature du commerce projeté et la surface de vente [Art. R. 431-27-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<b>Si votre projet est soumis à une autorisation de création de salle de spectacle cinématographique :</b>	
<input type="checkbox"/> PA49. La copie de la lettre du préfet attestant que le dossier de demande est complet [Art. R. 431-28 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<b>Si votre projet porte sur un immeuble de grande hauteur (IGH) :</b>	
<input type="checkbox"/> PA50. Le récépissé de dépôt en préfecture de la demande d'autorisation prévue à l'article R. 146-14 du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-29 du code de l'urbanisme]	3 exemplaires
<b>Si votre projet porte sur un établissement recevant du public (ERP) :</b>	
<input type="checkbox"/> PA51. Le dossier spécifique permettant de vérifier la conformité du projet avec les règles d'accessibilité aux personnes handicapées prévu à l'article R. 122-11 a) du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-30 a) du code de l'urbanisme]	3 exemplaires du dossier spécifique
<input type="checkbox"/> PA52. Le dossier spécifique permettant de vérifier la conformité du projet avec les règles de sécurité prévu par l'article R. 122-11 b) du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-30 b) du code de l'urbanisme]	3 exemplaires du dossier spécifique
<b>Si vous demandez une dérogation à une ou plusieurs règles du plan local d'urbanisme ou du document en tenant lieu pour réaliser des travaux nécessaires à l'accessibilité des personnes handicapées à un logement existant :</b>	
<input type="checkbox"/> PA52-1. Une note précisant la nature des travaux pour lesquels une dérogation est sollicitée et justifiant que ces travaux sont nécessaires pour permettre l'accessibilité du logement à des personnes handicapées [Art. R. 431-31 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<b>Si vous demandez une ou plusieurs dérogations aux règles constructives au titre des articles L. 151-29-1, L. 152-5, L.152-5-1 et L. 152-6 du code de l'urbanisme :</b>	
<input type="checkbox"/> PA.52-2 Une note précisant la nature de la ou des dérogations demandées et justifiant du respect des objectifs et des conditions fixées aux articles L. 151-29-1, L.152-5, L.152-5-1 et L. 152-6 du code de l'urbanisme pour chacune des dérogations demandées. [Art. R. 431-31-2 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<b>Si votre projet est subordonné à une servitude dite « de cours communes » :</b>	
<input type="checkbox"/> PA53. Une copie du contrat ou de la décision judiciaire relatifs à l'institution de ces servitudes [Art. R. 431-32 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<b>Si votre projet est subordonné à un transfert des possibilités de construction :</b>	
<input type="checkbox"/> PA54. Une copie du contrat ayant procédé au transfert de possibilité de construction résultant du coefficient d'occupation des sols [Art. R. 431-33 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier





## ANNEXE

### Bordereau de dépôt des pièces jointes lorsque le projet comporte des démolitions

- i Cochez les cases correspondant aux pièces jointes à votre demande et reportez le numéro correspondant sur la pièce jointe.

#### 1 Pièces obligatoires pour tous les dossiers

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir uniquement dans le cadre d'une saisine par voie papier
<input type="checkbox"/> A1. Un plan de masse des constructions à démolir ou s'il y a lieu à conserver [Art. R. 451-2 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> A2. Une photographie du ou des bâtiments à démolir [Art. R. 451-2 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

#### 2 Pièces à joindre selon la nature et/ou la situation du projet

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir uniquement dans le cadre d'une saisine par voie papier
<b>Si votre projet porte sur la démolition totale d'un bâtiment inscrit au titre des monuments historiques :</b>	
<input type="checkbox"/> A3. Une notice expliquant les raisons pour lesquelles la conservation du bâtiment ne peut plus être assurée [Art. R. 451-3 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> A4. Des photographies des façades et toitures du bâtiment et de ses dispositions intérieures [Art. R. 451-3 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<b>Si votre projet porte sur la démolition partielle d'un bâtiment inscrit au titre des monuments historiques :</b>	
<input type="checkbox"/> A5. Une notice expliquant les raisons pour lesquelles la conservation du bâtiment ne peut plus être assurée [Art. R. 451-3 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> A6. Des photographies des façades et toitures du bâtiment et de ses dispositions intérieures [Art. R. 451-3 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> A7. Le descriptif des moyens mis en œuvre pour éviter toute atteinte aux parties conservées du bâtiment [Art. R. 451-3 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<b>Si votre projet de démolition est situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou dans les abords des monuments historiques :</b>	
<input type="checkbox"/> A8. Le descriptif des moyens mis en œuvre pour éviter toute atteinte au patrimoine protégé [Art. R. 451-4 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier



## 2 Informations utiles

### → Qui peut déposer une demande ?

• En application de l'article R. 423-1 du code de l'urbanisme, vous pouvez déposer une demande si vous déclarez que vous êtes dans l'une des quatre situations suivantes :

- vous êtes propriétaire du terrain ou mandataire du ou des propriétaires ;
- vous avez l'autorisation du ou des propriétaires ;
- vous êtes co-indivisaire du terrain en indivision ou son mandataire ;
- vous avez qualité pour bénéficier de l'expropriation du terrain pour cause d'utilité publique.

Si vous êtes titulaire d'une autorisation d'urbanisme, vous serez redevable, le cas échéant, de la taxe d'aménagement.

### → Recours à l'architecte

En principe vous devez faire appel à un architecte pour établir votre projet de construction. Cependant, vous n'êtes pas obligé de recourir à un architecte si vous êtes un particulier, une exploitation agricole ou une coopérative d'utilisation de matériel agricole (CUMA) et que vous déclarez vouloir édifier ou modifier pour vous-même :

- une construction à usage autre qu'agricole dont la surface de plancher n'excède pas 150 m<sup>2</sup> ;
- une extension de construction à usage autre qu'agricole dont la surface de plancher cumulée à la surface de plancher existante, n'excède pas 150 m<sup>2</sup> ;
- une construction à usage agricole ou une construction nécessaire au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les CUMA dont ni la surface de plancher, ni l'emprise au sol ne dépasse pas 800 m<sup>2</sup> ;
- des serres de production dont le pied-droit a une hauteur inférieure à 4 mètres et dont la surface de plancher et l'emprise au sol n'excèdent pas 2000 m<sup>2</sup>.

Lorsque le recours à l'architecte est obligatoire pour établir le projet architectural faisant l'objet de la demande, celui-ci doit comporter la signature de tous les architectes qui ont contribué à son élaboration (loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture). Un demandeur d'un permis d'aménager portant sur un lotissement doit faire appel aux compétences nécessaires en matière d'architecture, d'urbanisme et de paysage pour établir le projet architectural, paysager et environnemental (PAPE).

Au-dessus d'un seuil de surface de terrain

à aménager de 2500 m<sup>2</sup>, un architecte, au sens de l'article 9 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture ou un paysagiste-concepteur au sens de l'article 174 de la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages devra obligatoirement participer à l'élaboration du PAPE.

## 3 Modalités pratiques

### → Comment constituer le dossier de demande ?

Pour que votre dossier soit complet, le formulaire doit être soigneusement rempli. Le dossier doit comporter les pièces figurant dans le bordereau de remise. Le numéro de chaque pièce figurant dans le bordereau de remise doit être reporté sur la pièce correspondante.

Si vous oubliez des pièces ou si les informations nécessaires à l'examen de votre demande ne sont pas présentes, l'instruction de votre dossier ne pourra pas débuter.

Une notice explicative détaillée est disponible sur le site officiel de l'administration française (<http://www.service-public.fr>). Elle vous aidera à constituer votre dossier et à déterminer le contenu de chaque pièce à joindre.

**⚠ Votre dossier sera examiné sur la foi des déclarations et des documents que vous fournissez. En cas de fausse déclaration, vous vous exposez à une annulation de la décision et à des sanctions pénales.**

### → Combien d'exemplaires faut-il fournir dans le cadre d'une saisine par voie papier ?

Pour les demandes de permis, vous devez fournir quatre exemplaires de la demande et du dossier qui l'accompagne. Pour la déclaration préalable, vous devez fournir deux exemplaires de la demande et du dossier qui l'accompagne.

**⚠ Des exemplaires supplémentaires sont parfois nécessaires si vos travaux ou aménagements sont situés dans un secteur protégé (monument historique, site, réserve naturelle, parc national), font l'objet d'une demande de dérogation au code de la construction et de l'habitation, ou sont soumis à une autorisation d'exploitation commerciale.**

**⚠ Certaines pièces sont demandées en nombre plus important parce qu'elles seront envoyées à d'autres services pour consultation et avis.**

Le paiement de chacune de ces deux taxes interviendra à l'appui des titres de perception qui vous seront adressés suite à votre déclaration. La taxe d'aménagement reste payable en deux fois (90 jours et 9 mois après l'achèvement des travaux) lorsque son montant dépasse 1 500 euros.

Précision importante : pour toute demande d'autorisation initiale déposée à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2022, si vous bénéficiez d'un certificat d'urbanisme, vous pourrez demander à l'administration fiscale d'appliquer au calcul de votre taxe d'aménagement les exonérations et taux en vigueur à la date de délivrance du certificat (si ces derniers vous sont plus favorables). Cette demande prendra la forme d'une réclamation contentieuse déposée suite à la réception du premier titre de perception, auprès du service mentionné sur celui-ci (cadre « Pour vous renseigner / renseignement sur le paiement »).



**INTERLOCUTEUR**

Responsable du dossier

Mr Lucas SALMON

06 10 69 56 96

lucas.salmon@groupe-sae.com

Adresse du siège :

**Groupe SAE**

**Sport - Aménagement - Equipement**

**108 Avenue de la Libération**

**BP 77 AMBARÈS - 33561 CARBON BLANC CEDEX**

**Tél : 00 (33) 5.56.38.97.50 Fax : 00 (33) 5.56.77.67.13**

**Ambarès, Le 06/12/2023**

**MAIRIE DE BOYNES**

**RUE ARDOISE**


**45300 BOYNES**

*Vos coordonnées*

**Code Client :**

**CONSTRUCTION D'UNE PLATEFORME EN BETON DRAINANT  
27x15m, FOURNITURE ET POSE D'UNE STRUCTURE CITY  
STADE® TOUT METAL ACIER 24x12m**




Désignation	Quantité	P. U. H.T.	Total H.T.	Unité
<b>CONSTRUCTION D'UNE PLATEFORME EN BETON DRAINANT 27x15m, FOURNITURE ET POSE D'UNE STRUCTURE CITY STADE® TOUT METAL ACIER 24x12m</b>  <b>TRAVAUX PREPARATOIRES POUR LA REALISATION D'UNE PLATEFORME EN BETON DRAINANT</b>  Transfert du matériel sur le chantier - Caisson Poly-benne de 21m3 contenant un chargeur, une bétonnière industrielle, matériel de coffrage et de maçonnerie nécessaire au chantier et divers autres outils représentant 14 tonnes (Long. 6,00m x larg. 2,30m x H. 1,50m). Acheminement et repli	1,00	1 800,000	1 800,00	
				
<b>TERRASSEMENT D'UNE PLATEFORME POUR TERRAIN MULTISPORTS CITY STADE®</b>  Réalisation d'une plateforme 28x16m en déblais à l'aide d'une pelle mécanique de 16 tonnes minimum à chenille. Décapage de l'ensemble de la plateforme sur 25cm de moyenne Réglage au laser du fond de forme Talutage des abords La terre de terrassement sera modulée à proximité ou laissée en tas à côté du court.	1,00	5 400,000	5 400,00	
				

Page : 3/13





Désignation	Quantité	P. U. H.T.	Total H.T.	Unité
<b>EMPIERREMENT POUR UNE DALLE EN BETON DRAINANT DE 27X15M</b> Fourniture et mise en oeuvre d'une couche de 15 cm de matériaux drainants 6/10 concassés et lavés avec réglage au laser par couche drainante. 	1,00	6 225,000	6 225,00	
<b>DALLE EN BETON DRAINANT DE 27X15M</b> <b>FERRAILLAGE:</b> Armature de clouage en fer Tor de Ø8 galvanisé à chaud, assurant la liaison des dalles entre elles. Système anti-soulèvement et d'affaissement permettant d'absorber les mouvements du fond de forme et la dilatation (système breveté) des dalles entre elles (armature positionnée tous les mètres dans les 2 sens). Réalisation d'une dalle de 2 courts de tennis en BETON POREUX MONOLITHIQUE ALVEOLAIRE de 9 cm d'épaisseur réalisée en monocouche composé de : Structure composée d'un mélange de gravillons 2/6 ou 2/4 concassés lavés Ciment CPJ 32.5 dosé à 320 Kg/m3. Structure monolithique alvéolaire coulée sur site. Joints de dilatation en caoutchouc imputrescibles de 6mm collés à chaud ceinturant chaque section des dalles entre elles, soit 280 ml Serrage au rouleau lisse et lissage manuellement. - Conforme à la norme NFP 90-110 de juin 2023 	1,00	17 000,000	17 000,00	



## Barres anti-cycle:

- Des barres anti-cycles en acier galvanisé à chaud sont placées à 600 mm du sol dans les parties latérales des buts pour permettre l'entrée des joueurs tout en dissuadant l'intrusion de vélos ou motos. Ces barres peuvent aussi être amovibles, elles sont alors fermées à l'aide d'un cadenas.

## Fourniture et pose d'un accès PMR:


Ensemble composé de 2 lisses Ø60 en forme de « L » et d'un portillon barreaudé sans serrure ni cadenas. Ensemble en INOX A2/A4 316L - Qualité Marine

Visserie inox ; Système positionnée à l'arrière d'un fronton ou dans l'alignement d'une palissade latérale.

Anti cycles





Désignation	Quantité	P. U. H.T.	Total H.T.	Unité
<b>FOURNITURE ET POSE D'UNE PAIRE DE MINI-BUTS DE HOCKEY / BRESILIENS BARREAUDAGE TRAVERSANT</b>	2,00	640,000	1 280,00	
<p>Mini-but de L1,12m X H0,85m X P0,46m constitués de 2 parties métalliques galvanisées et thermo-laquées en forme de triangle sur lesquelles un panneau en acier est fixé; Le panneau en acier galvanisé à chaud et thermo-laqué est composé d'un cadre porteur monobloc en tube de Ø38mm avec traverses horizontales de 26 x 13 mm et remplissage par maillage constitué de tubes verticaux de Ø12.70mm traversant. Les barreaux sont espacés de 45 mm et soudés point par point, l'ensemble est monté sur cylindre bloc anti-bruit et anti-vibration.</p> 				



# Variantes

Désignation	Quantité	P. U. H.T.	Total H.T.	Unité
<b>TERRAIN MULTISPORTS CITY STADE® - PRIMA" 24 X 12 M GALVANISE A CHAUD ET THERMOLAQUE RAL SAE AU CHOIX.</b>  <b>FOURNITURE ET POSE D'UNE STRUCTURE MULTISPORTS CITY STADE® PRIMA TOUT METAL</b>  Structure porteuse en acier galvanisé à chaud dans un bain de zinc à 450°, épaisseur de protection 90 microns. 2 Frontons sur chaque largeur de 7,50 m par 3,20 m de hauteur. 2 Palissades latérales ceinturent le terrain de 1,05 m de hauteur avec angle à 45°. Ensemble des poteaux en diam. 90 mm équipés d'entretoise en aluminium montée sur système anti-bruit/anti-vibration. L'habillage de la structure porteuse est réalisé en panneaux acier galvanisé de 2mx1m constitués d'un cadre porteur monobloc en tubes de Ø38mm avec traverses horizontales de 26x13mm, et remplissage par maillage constitué de tubes verticaux de Ø12.80mm traversant. Les barreaux sont espacés de 45mm et soudés point par point. Panneaux fixés avec des entretoises spécifiques ACIFIX® en aluminium intégrant un système silentbloc, anti-bruit et anti-vibration. Emblage bord à bord pour améliorer la jouabilité. Visserie inviolable en Inox A2 avec empreinte spécifique ou cache sphérique.  <b>EQUIPEMENTS SPORTIFS:</b>  2 Buts Hand/Foot/Basket de 3mx2m intégrés aux frontons avec fond de but en panneaux acier barreaudé traversant. Galvanisé à chaud.  2 Panneaux de Basket au-dessus des buts, réglables 3 hauteurs (2,60/2,80/3,05m), déport 0,60m en 1,20x0,90, élément en PEHD de 19mm. Cercle anti-vandalisme en acier galvanisé à chaud, finition peinture époxy avec filet polythène 6mm.  2 Poteaux Multi jeux réglables 5 hauteurs en tube de diam.90 mm à l'axe du terrain avec filet de jeux en polythène et système de tension permettant la pratique du Tennis, Volley, Badminton, etc...  <b>ACCES JOUEURS</b> 3 côtés de buts équipés de « H » anti-cycle et permettant l'accès joueurs. 1 sélecteur PMR intégré au côté de but avec portillon oscillant (sans cadenas, ni serrure). Anti cycles.  <b>TRAITEMENT ANTI-CORROSION</b> L'ensemble de la structure est galvanisé à chaud par immersion dans un bain de zinc à 450° (traitement intérieur & extérieur).  <b>SECURITE</b> Fourniture d'un panneau de réglementation en aluminium de 600x400 comprenant les informations légales conformément à la Norme EN NF 15.312.  <b>SYSTEME SILENT BLOC</b> Les silentblocs sont en néoprène traité anti-UV pour stopper les vibrations et le bruit causés par les chocs répétés des ballons. La visserie est en inox A316L, qualité marine, et anti vandalisme à empreintes spécifiques.  <b>FIXATION ACIFIX®</b> Les fixations sont réalisées avec des entretoises en aluminium de maintien ultra résistantes. ACIFIX®. Ces entretoises sont en alliage d'aluminium.  Ensemble galvanisé à chaud avec finition peinture epoxy, sur la structure porteuse (poteaux, lisses, buts...) et sur le remplissage (panneaux).	1,00	25 500,000	25 500,00	





## CONDITION GENERALES DE VENTE

### PRINCIPE GENERAUX

La réalisation des travaux ou de vente par notre société est conditionnée à l'acceptation préalable par le client de l'intégralité des présentes clauses.

Aucunes des clauses portées sur les bons de commandes ou sur les correspondances que nous recevons de notre clientèle ne peuvent y déroger. Elles prévalent sur les conditions générales d'achat de tout cocontractant.

De même les présentes conditions générales de ventes prévalent sur les autres conditions particulières ou conditions générales d'achats de notre cocontractant.

L'acceptation du client sera considérée comme acquiescée par la commande de produits ou travaux fait par notre entreprise toutes les conditions mentionnées ci-après sont déterminantes de notre accord, sans elles notre société n'aurait pas contracté.

Pour toute commande le client reconnaît en avoir pris connaissance et les avoir acceptées.

### CONDITIONS CHANTIER

Sauf accord notifié et signé par les deux parties, les prix de vente s'entendent, EAU et ÉLECTRICITÉ fournis par le client sur le chantier et avec accès possible aux camions de 35T. Sauf dommage accidentel, la remise en état des accès et abords n'est pas incluse dans notre prestation. Les gravillons restants seront étalés sur place ou mis en tas à proximité. Aucune remise en l'état de l'accès ne sera prise en compte par le GROUPE SAE TENNIS D'AQUITAINE. Lors de l'exécution des travaux de terrassement, la nécessité d'utilisation d'un BRH dans le cas de présence de roche n'est pas prise en charge dans notre chiffrage préalable et donnera lieu à un coût forfaitaire de 150 € HT par heures.

Le client fera son affaire personnelle de l'obtention et la purge de toute éventuelle autorisation d'urbanisme préalable qui serait nécessaire, sans recours contre la société SAE TENNIS D'AQUITAINE.

Le client fera également son affaire personnelle, sans recours contre la société SAE TENNIS D'AQUITAINE, de tout trouble de voisinage lié aux travaux et leurs suites, sauf hypothèse d'un dommage accidentel causé chez le voisin.

### GARANTIES PARTICULIERES

#### Terrassement

Le fait de réaliser un terrassement ou infrastructure préalablement par le client, ou la non remise d'étude de sol préalable, ne vaut pas acceptation du support et dégage notre responsabilité sur la stabilité de l'ensemble de la construction, sauf accord préalable signé par les deux parties.

En cas de contestation relative à la bonne réalisation des travaux, le client doit nous avertir immédiatement et doit nous donner la possibilité de faire toutes constatations utiles. Aucune réclamation ne pourra être examinée après le stade de l'exécution.

#### Béton poreux

Nous tenons à attirer votre attention sur le fait que les carrières qui fournissent le caillou pour l'exécution du mélange béton à notre société, ne peuvent garantir l'absence de pyrite dans le granulat. La pyrite est due à la présence d'éléments ferrugineux sur une veine d'extraction et malgré des analyses régulières des carrières et nos contrôles qualité, il n'est pas possible de détecter sa présence vu les tonnages de matériaux mis en œuvre. Ce problème assez rare se caractérise par l'apparition de tâches de rouille sur le revêtement en surface, et ne crée qu'un désagrément esthétique et ne nuit en aucun cas à l'ouvrage. La responsabilité de l'entreprise ne pourra être recherchée sur ce point.

Équipement, clôtures et mobilier ????

Voir annexes

### TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES:

Le marché de travaux n'est pas un marché global et forfaitaire. Les travaux non mentionnés sur le devis définitif sont qualifiés travaux supplémentaires.

Dans la mesure où ils seraient commandés en cours d'exécution, même s'ils s'avéraient indispensables pour achever l'ouvrage, devront faire l'objet d'un accord préalable signé entre les deux parties.

### DÉLAIS:

- a) De démarrage des travaux :
  - Maître de l'ouvrage privé : à déterminer en fonction de notre programme ;
  - Communes : sur ordre de service consécutif à l'approbation du marché par l'Autorité de tutelle.
- b) De livraison ou d'exécution :
  - Ne sont donnés qu'à titre prévisionnel, les délais étant reportés en cas d'impossibilité d'intervention justifiée par la météo, la nature du sol, l'approvisionnement en matériaux, ou toute autre cause légitime démontrée ayant une incidence sur le chantier, et ce report n'engage pas notre responsabilité. De même, en aucun cas un retard de livraison au-delà des jours de report, ne peut donner lieu à dommage et intérêts, à retenue ni à annulation des commandes en cours, sauf faute lourde de notre part.
  - Les pénalités susceptibles d'être appliquées au client par ses propres clients ne seront pas opposables et il nous garantit de tout recours de ce chef

### GARANTIES DUE PAR NOTRE SOCIETE

Les travaux réalisés ou produits vendus sont soumis aux dispositions légales concernant les obligations de garanties.

La garantie est exclue notamment si :

- La prestation offerte qui satisfait à une utilisation normale, ne convient pas à l'utilisation spécifique faite par le cocontractant et non portée à notre connaissance lors de la commande.
- Si la prestation réalisée ou le produit livré n'est pas utilisé conformément aux règles de l'art et aux éventuelles spécifications formulées (entretien compris) par notre société.
- Si le défaut invoqué provient d'une négligence du fait du client ou d'un tiers ou résultant d'une usure anormale.

En tout état de cause la garantie est limitée aux choix de notre société, soit au remplacement gratuit des biens reconnus défectueux, ou modification du bien actuel.

Toute action en justice ou demande pour être recevable devra préalablement faire l'objet d'une demande de prise en charge de la société TENNIS D'AQUITAINE par lettre RAR.

Les travaux feront l'objet d'un procès-verbal de réception écrit entre les parties. Néanmoins, en l'absence de signature d'un procès-verbal, il est convenu que la prise de possession sans notification par lettre RAR de désordres, et le paiement de 95 % des travaux, vaut réception tacite sans réserve. La date de réception sera alors celle du règlement permettant d'atteindre le seuil de 95%

### CONFIDENTIALITE

Les plans, devis, étude ou tout documents établi ou communiqué par notre entreprise demeure notre propriété et ne peuvent pas être transmis à un quelconque tiers sous quelque motif que ce soit sans l'accord formel de notre société. Le client autorise la société TENNIS D'AQUITAINE à prendre des photographies des travaux et à les exploiter pour sa publicité, tout en préservant strictement la confidentialité de l'identité du client.

### PRIX ET REGLEMENTS

Nos prix sont stipulés hors taxes et établis d'après les conditions économiques en vigueur à la date de notre proposition initiale.

Pour des travaux ou des ventes de matériaux dont la durée d'exécution ou de livraison serait supérieure à 3 mois, les prix sont révisés par application de la formule:  $P = P_0 \times (I_n/I_0)$  où P est le prix révisé,  $P_0$  est le prix initial HT, I est la valeur de l'index le plus adapté en fonction de la nature de la prestation,  $I_n$  est la valeur de cet index au mois d'exécution des travaux ou de livraison des matériaux et  $I_0$  la valeur de ce même index à une date antérieure d'1 mois à celle de notre proposition initiale.

Les factures sont payables dans les 10 jours de sa transmission au client, comptant sans retenue ni escompte dans les conditions suivantes :

a) Maître de l'ouvrage privé : En cas d'acceptation du devis, le client s'engage à verser :

1/3 du montant dû à la confirmation de commande ;

1/3 au début des travaux ;

Le solde à la réception ou livraison (sans retenue de garantie)

b) Administrations - Communes :

Les paiements s'effectuent par virement au compte de notre banque au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Toute contestation sur une facture devra être émise dans les 10 jours calendaires de sa transmission au client sous peine d'irrévocabilité de la contestation.

### CLAUDE DE RESERVE DE PROPRIETE

La société SAE Tennis d'Aquitaine se réserve la propriété des biens désignés en annexe jusqu'au paiement intégral de leur prix en principal et accessoires. À défaut de paiement à l'échéance convenue, elle pourra revendiquer les biens, et les acomptes déjà versés lui seront acquis en contrepartie de la jouissance des biens dont aura bénéficié le client. Nonobstant la qualité de propriétaire de l'entreprise, il est transféré le risque et la garde, et le client deviendra responsable des biens objets de la réserve de propriété dès l'achèvement des travaux et supportera les risques de perte, vol ou détérioration desdits biens ainsi que les dommages qu'ils pourraient occasionner. L'acheteur s'engage, en conséquence, à souscrire, dès à présent, un contrat d'assurance garantissant ces risques. Les biens demeurant la propriété de l'entreprise jusqu'au paiement intégral de leur prix, il est interdit au client d'en disposer pour les revendre, les céder à titre de garantie ou les transformer avant le paiement de l'intégralité de la créance due à l'entreprise.

### PENALITES DE RETARD

Toute somme non payée à l'échéance donnera lieu au paiement par le client de pénalités de retard au taux d'intérêt légal majoré de 9 points. Ces pénalités sont exigibles de plein droit, sans besoin d'une mise en demeure.

Si le client est un professionnel, l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement visée à l'article L.441-10 du code de commerce sera appliquée.

### REFUS DE COMMANDES

Dans le cas où un client passerait une commande à Groupe SAE Tennis D'Aquitaine, sans avoir procédé au paiement de prestations passées, Groupe SAE Tennis D'Aquitaine pourra refuser d'honorer la commande et de délivrer les formations concernées, sans que le client puisse prétendre à une quelconque indemnité, pour quelque raison que ce soit.

### CONDITIONS D'ANNULATION ET DE REPORT

Groupe SAE Tennis D'Aquitaine se réserve en cas de motif légitime, la possibilité de reporter ou d'annuler un chantier.

En cas d'annulation de commande ou du marché par le client, celui-ci s'engage à verser sans délai, à titre de dédit, pour compenser la perte de marché, les modifications de planning et de production et les frais engagés, une indemnité au moins égale à 30% HT du montant du contrat en cas d'annulation avant début d'exécution de ce contrat par la société SAE TENNIS D'AQUITAINE et à 50 % HT du montant du contrat en cas d'annulation moins de 20 jours avant la date de début des travaux ; les matériaux fournitures etc objet de la commande livrés ou non demeureront alors la propriété de la société SAE TENNIS D'AQUITAINE

### LOI APPLICABLE ET JURIDICTION

Les Conditions Générales et tous les rapports entre notre société et ses clients relèvent de la loi française. En cas de contestation, y compris en cas de référé, de pluralité de défendeur, de demandes incidentes, ou d'appels en garantie les seuls tribunaux compétents seront ceux du ressort de Bordeaux.

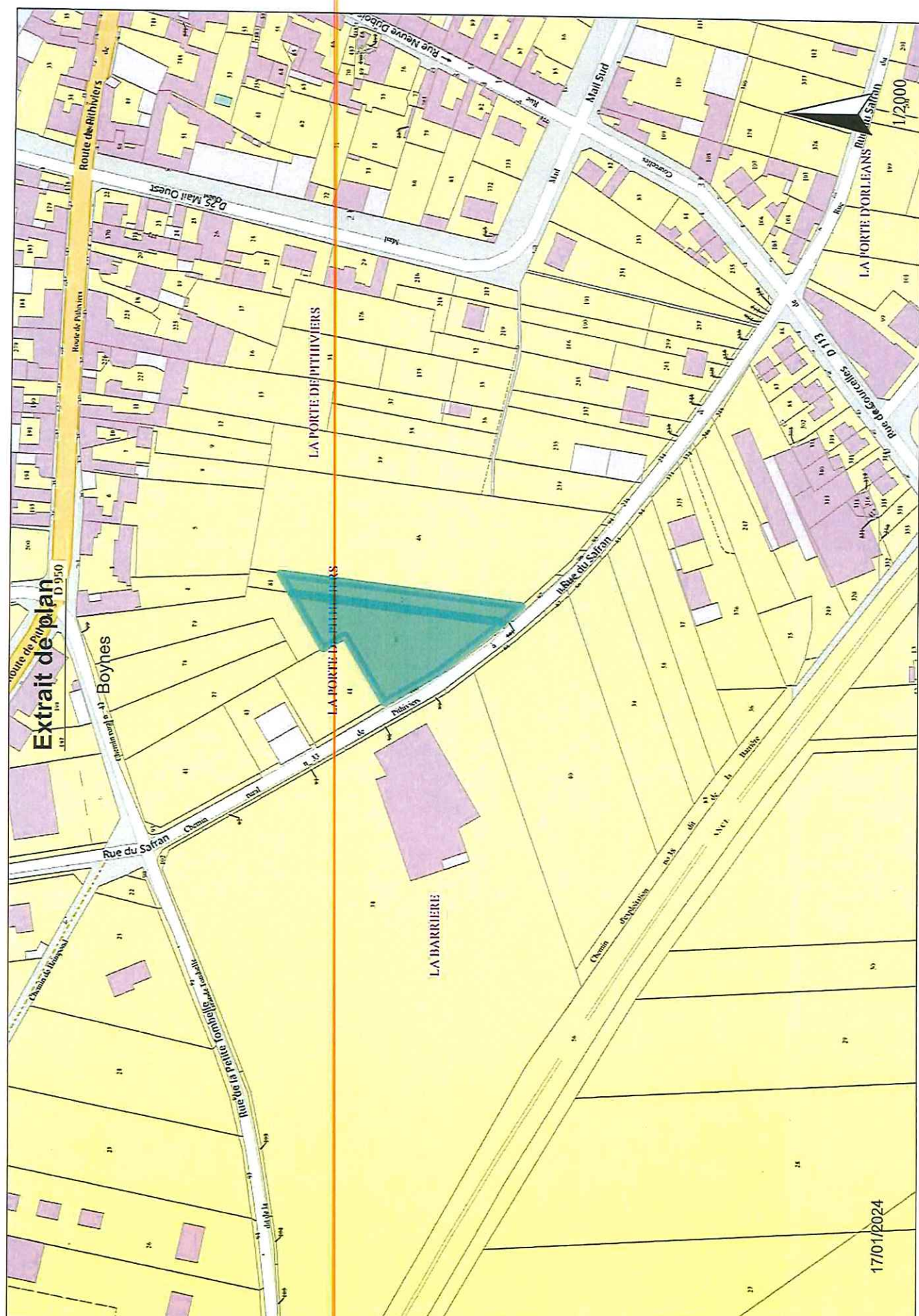
### DEVIS

Tous les devis validés par le client ne seront considérés comme effectifs qu'après confirmation par retour de la direction SAE Tennis d'Aquitaine. La durée de validité d'un devis est valable 30 jours. L'entreprise SAE Tennis d'Aquitaine se réserve le droit de considérer le devis comme caduc une fois cette période écoulée.

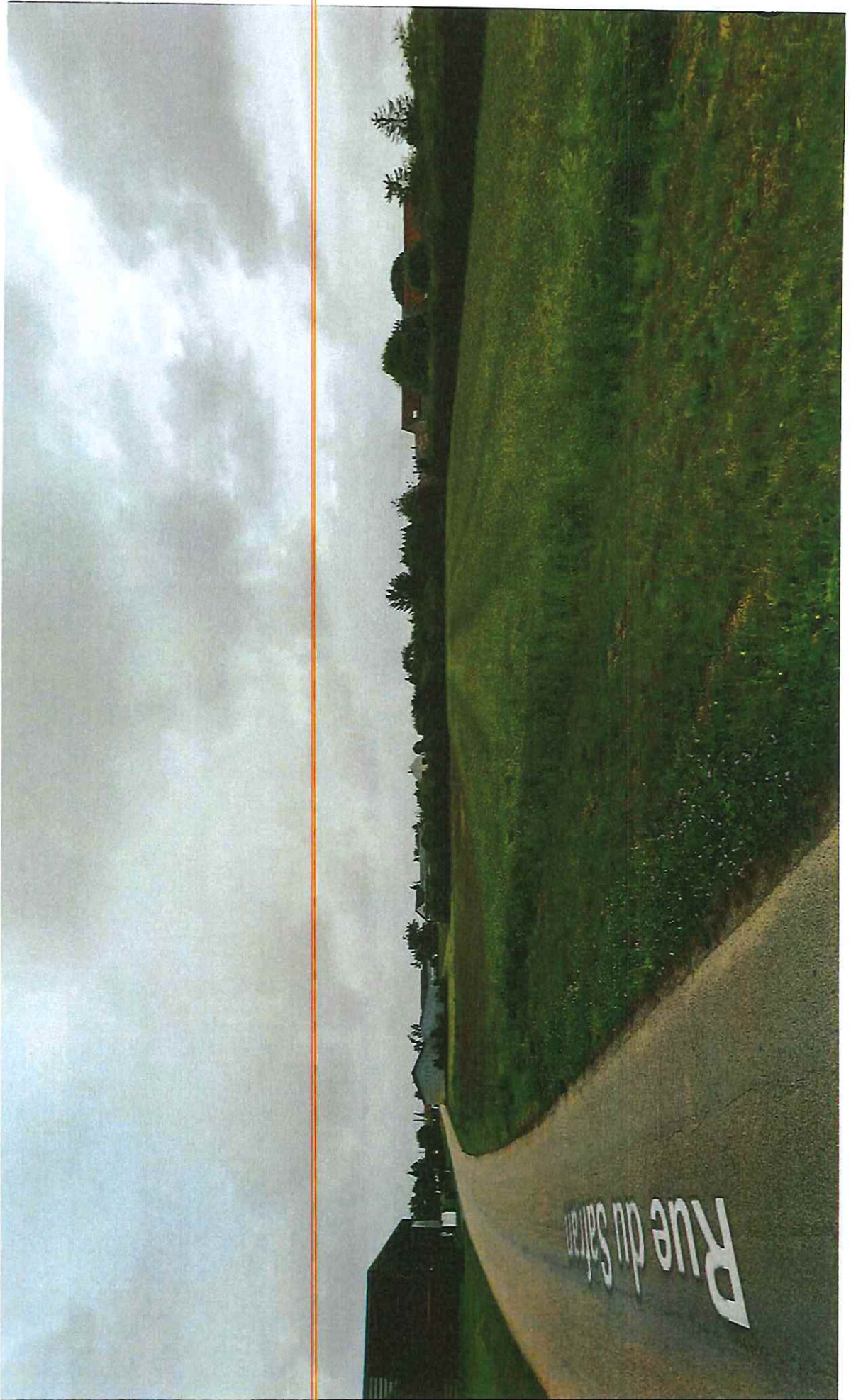
### PROTECTION DES DONNEES

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique indispensable à la réalisation de la commande. Ces informations et données personnelles sont conservées pour le respect du contrat et ses garanties, et ne sont accessibles que par les employés de la société. Elles pourront être transférées à des entreprises liées par contrat à la société dans le seul cadre de la réalisation des travaux. Conformément à la loi du 6 janvier 1978, le client dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement et de portabilité des données auprès du responsable du traitement en écrivant au siège social de la société. En cas de réclamation, le client peut s'adresser à la CNI

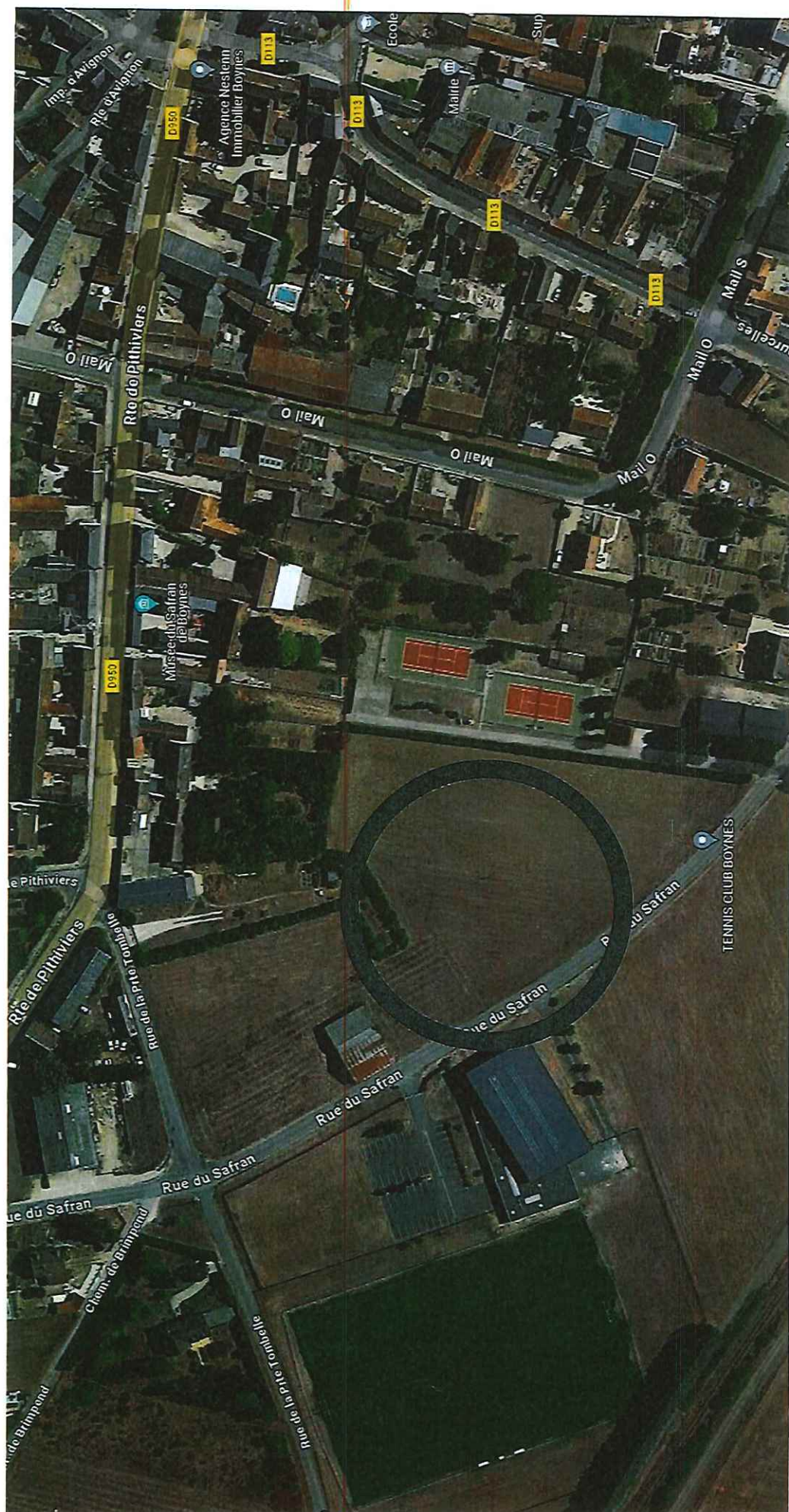
















#### 4 À remplir pour une demande concernant un projet d'aménagement

i Si votre projet ne comporte pas d'aménagements, reportez-vous directement au cadre 5 (projet de construction).

##### 4.1 Nature des travaux, installations ou aménagements envisagés quel que soit le secteur de la commune

i Cochez la ou les cases correspondantes.

- ☐ Lotissement
- ☐ Remembrement réalisé par une association foncière urbaine libre
- ☐ Terrain de camping
- ☐ Parc résidentiel de loisirs ou village de vacances
- ☐ Aménagement d'un terrain pour la pratique de sports ou de loisirs motorisés
- ☒ Aménagement d'un parc d'attraction ou d'une aire de jeux et de sports
- ☐ Aménagement d'un golf
- ☐ Aménagement d'un terrain pour au moins 2 résidences démontables, créant une surface de plancher totale supérieure à 40 m<sup>2</sup>, constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs
- ☐ Aménagement d'une aire d'accueil ou d'un terrain familial des gens du voyage recevant plus de deux résidences mobiles

##### Dans les secteurs protégés

Aménagement situé dans un espace remarquable ou milieu du littoral identifié dans un document d'urbanisme comme devant être protégé<sup>[5]</sup> :

- ☐ Chemin piétonnier ou objet mobilier destiné à l'accueil ou à l'information du public, lorsqu'ils sont nécessaires à la gestion ou à l'ouverture au public de ces espaces ou milieux
- ☐ Aménagement nécessaire à l'exercice des activités agricoles, de pêche et de culture marine ou lacustres, conchylicoles, pastorales et forestières

Courte description de votre projet ou de vos travaux :

Création d'un terrain multisports

Couleur structure vert RAL 6005

Couleur panneaux blanc RAL 9010

\* Voir document joint

- ☐ Aires de stationnement ouvertes au public, dépôts de véhicules et garages collectifs de caravanes ou de résidences mobiles de loisirs

• Contenance (nombre d'unités) : \_\_\_\_\_

- ☐ Travaux d'affouillements ou d'exhaussements du sol :

• Superficie en m<sup>2</sup> : \_\_\_\_\_

• Profondeur en m (pour les affouillements) : \_\_\_\_\_

• Hauteur en m (pour les exhaussements) : \_\_\_\_\_

Aménagement situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou dans les abords des monuments historiques<sup>[5]</sup> :

- ☐ Création d'une voie
- ☐ Travaux ayant pour effet de modifier les caractéristiques d'une voie existante
- ☒ Création d'un espace public

Aménagement situé dans un site classé ou une réserve naturelle<sup>[5]</sup> :

- ☐ Création d'un espace public

Superficie du (ou des) terrain(s) à aménager (en m<sup>2</sup>) : 2578

[5] En cas de besoin, vous pouvez vous renseigner auprès de la mairie.



